



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° 2325SGCOM20

Pouvoir adjudicateur :

Chambre de Commerce et d'Industrie Réunion
5 b rue de Paris – CS 31023
97404 Saint Denis
Cedex Tél : 02 62 94 20 00
Fax : 02 62 94 22 90

Objet de la consultation :

**Réalisation, impression et livraison de l'agenda
2026 de la CCI Réunion**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée

Date et heure de la remise des offres :

Le 24.07.2025 à 12 heures locales -Ile de la Réunion

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

1. Objet de la consultation
2. Conditions de consultation
3. Dispositions générales
4. Présentation des propositions
5. Conditions d'envoi des propositions
6. Jugement des propositions
7. Renseignements complémentaires

Article 1 - Objet de la consultation

Le marché a pour objet la réalisation, l'impression et la livraison de l'agenda 2026 de la CCI Réunion.

1-1 Lieu de livraison des prestations :

CCI Réunion - Saint-Denis

1-2 Caractéristiques principales du marché :

Marché à lot unique

Article 2 - Conditions de la consultation

2-1 Etendue de la consultation

Procédure adaptée – selon l'article R 2123-1 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du code de la commande publique

2-2 Type de marché

Marché de fournitures courantes et services.
Classification CPV : 22817000-0

3 - Dispositions générales du marché

3-1- Décomposition du marché

3-1-1 Allotissement

Sans objet.
Variantes
Sans objet.

Option

Sans objet.

3-1-2 Durée du marché

Le marché prendra effet à sa date de notification, il sera renouvelable deux années après accord de la CCI Réunion.

Le cadencement des livraisons et dates de livraisons à respecter sont indiqués à l'article 5.2 délais d'exécution du CCP.

3-2 Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

3-3 Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Toutefois, chacun des opérateurs économiques, membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

3-4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-5-Conditions d'obtention des documents

3.5.1 Obtention des documents (DCE)

- Directement par téléchargement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 4 - Présentation des propositions

4-1 Documents à produire

- L'acte d'engagement complété et signé,
- Le CCP dûment visé "lu et approuvé",
- La grille tarifaire des espaces publicitaires communiqués lors des prospections commerciales,
- Au moins deux exemplaires d'agendas réalisés,
- Une maquette de la couverture de l'Agenda 2024,
- Un rétro planning détaillé,
- Le DC1 ou déclaration du candidat,
- Le DC2
- ou DUME
- Le 3666SD (attestation fiscale) et attestation sociale (URSSAF)
- Attestation de conflit d'intérêt

Le candidat attributaire produira une attestation sur l'honneur concernant :
- l'interdiction du cumul d'emplois et travail dissimulé, - qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

4-2 Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

4-3-Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : EURO (€)

Article 5 - Conditions de dépôt des offres

5.1 Dépôt des propositions

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

- **Et les exemplaires d'agendas réalisés :**
Direction Communication 5 b rue de Paris 97404 St Denis cedex

Article 6 - Jugement des propositions

6.1 Sélection des candidatures

Valeur technique de l'offre (VTO) : 60%

Délai de réalisation : 40%

Critères de sélection

Valeur technique de l'offre (VTO) : 60% (100 pts)

- Expériences de l'entreprise dans la conduite de projets similaires (50 pts)
 - o Au moins deux exemplaires d'agendas réalisés pour d'autres entreprises/collectivités ou institutions. Ces échantillons doivent répondre aux critères cités dans l'objet du marché (1.1)
- Qualité du « produit agenda » proposé (30 pts) o Une maquette de la couverture de l'Agenda 2022 personnalisée CCI Réunion* o La grille tarifaire des espaces publicitaires tels que ces derniers seront communiqués lors des prospections commerciales.
- Valorisation de la CCI Réunion à travers l'outil Agenda (20 pts)

Le dossier du candidat devra comporter les éléments suivants :

Délais de réalisation de l'agenda : 40% (100 pts)

- ☐ Un rétro planning détaillé (transmission des données, commercialisation des pages publicitaire, BAT, impression livraison ...).

Formule d'appréciation de la valeur technique : les éléments indiqués ci-dessus seront notés indépendamment selon le barème suivant :

Barème d'appréciation

Très satisfaisant : 100/100

Satisfaisant : 80% de la note maxi

Moyen : 50% de la note maxi

Insatisfaisant ou non fourni : 0/100

Déroulement de la procédure :

La note finale N de chaque offre

$$N = (N_d \times 0,40) + (VTO \times 0,60)$$

En cas de prix manquant sur les annexes financières, l'offre sera déclarée non conforme. L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée (par exemple : document manquant, prix unitaire manquant).

En cas d'égalité des points entre deux candidats dans la notation finale, le candidat ayant la meilleure note technique sera retenu.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Déroulement de la procédure :

Toutes les notes attribuées dans l'analyse des offres seront arrondies à deux décimales suivant le principe mathématique.

Les soumissionnaires seront classés, par ordre décroissant, suivant leurs notes globales respectives. Le candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée sera classé premier etc...

Les soumissionnaires sont informés des conditions de rejet des offres :

- Les offres parvenues après la date et l'heure limite,
- Les offres qui ne respectent pas les exigences formulées (offres irrégulières)
- Les offres dont le prix excèdent les crédits alloués (offres inacceptables)
- Les offres sans rapport avec le marché (offres inappropriées)

Présentation de l'offre : ne seront pas admises les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R 2142-1 à 27 ; R2152-1 et 2 ; L2141-1 à 14 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

Un classement sera établi dans les offres. En cas d'égalité des points entre deux candidats dans la notation finale, le candidat ayant l'offre la mieux disante en fonction de sa proposition sera retenu.

Une phase de négociation pourra être ouverte ou pas avec les candidats (propositions...).

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires les candidats devront faire parvenir au plus tard **5 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

- <https://www.marchespublics.gouv.fr>

PROCEDURES DE RECOURS

Seul le droit français est applicable en cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de saint Denis de La Réunion. Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

7.1 Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif – Secrétariat du greffe, 27 rue Félix Guyon – CS 61107-97404
Saint-Denis Cédex. Tel 02 62 92 43 61. Fax 02 62 92 43 62

7.2 Introduction des recours :

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : 2 mois à compter de la date de la notification du marché.

Règlement des différends :

En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera celui de Saint Denis de la Réunion.

7-3 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de Paris

Règlement amiable des litiges

27, rue Miollis-75015 PARIS

Tel : 01 44 42 63 43 Fax : 01 44 42 63 37

7.4 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours (Nom et adresse : idem article 7.1)